



Pour que la Raison se relève

Un mois après l'attentat de l'église Saint-Étienne, l'intelligence doit reprendre ses droits. Mais le débat ne peut exister que dans le large cadre délimité par la raison, seul espace au sein duquel les idées, les conflits, les désaccords peuvent s'exprimer. **p. 2 à 7**

« L'empathie doit être de mise »

Plus d'un mois après l'attentat perpétré à Saint-Étienne-du-Rouvray, le maire Hubert Wulfranc revient sur son ressenti et ses aspirations pour dépasser le drame.



PHOTOS : J.-P. S.

Comment parvient-on à dépasser ce drame ?

Il n'y a pas de césure, on ne passe d'un jour à l'autre d'un état à un autre. L'état de choc qui a suivi l'attentat était déjà lui-même un peu éclairé de la volonté farouche de s'inscrire dans la reconstruction, dans la défense des valeurs de fraternité et de ne céder en aucun cas à la provocation permanente et si périlleuse vers laquelle les actes terroristes veulent nous entraîner.

Cet attentat a-t-il changé votre manière d'appréhender votre mandat ?

Tout responsable public doit partir d'un principe d'empathie envers celles et ceux avec

lesquels il vit dans l'objectif de développer une action concrète qui s'efforce honnêtement d'apporter un mieux au mal-vivre des gens. Dans le même temps, il faut poser avec fermeté la question de la cohésion sociale et des responsabilités individuelles. Je ne parle pas ici d'une fermeté législative mais d'une fermeté qui s'appuie sur une vraie pédagogie cadrée et déclinée dans tous les actes de la vie quotidienne. Pour réussir, je crois qu'il faut de la modernité dans tout cela, de la créativité et de la raison. Je suis bien conscient que cette position peut être perçue comme une violence liée au débat idéologique contre toutes les formes de pensée archaïques. D'où l'importance de mobiliser des outils

aussi fondamentaux que l'école publique ou la santé publique pour basculer dans des cheminements raisonnables.

L'école est un moment de rencontre et de sociabilité

Avez-vous évoqué ces sujets lors de votre entretien avec le chef de l'État ?

En rencontrant François Hollande, j'ai d'abord tenu à remercier la République à travers tous les républicains. Parmi les sujets que j'ai évoqués avec le chef de l'État, j'ai effectivement insisté sur la question de la santé publique alors que la France me semble dominée par la peur, une peur qui devient viscérale et parfois pathologique. Je vois des gens affectés de troubles psychiques voire psychiatriques que l'on perçoit le plus souvent à travers quelques chiffres alors que, dans le même temps, l'explication couramment donnée pour ceux qui passent à l'acte c'est la folie. Je crois que cela pose la question d'une politique publique de la santé mentale dans notre pays.

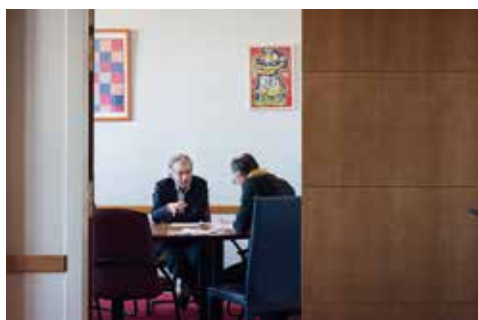
Avez-vous le sentiment d'avoir été entendu ?

Au même titre que tous les maires et plus largement les élus de proximité, nous aspirons à être écoutés sur l'état de la société. Nous sommes des territoires de veille. C'est dans cet esprit que j'ai souhaité aussi soutenir l'importance d'un moment comme

la rentrée scolaire car, chaque jour, l'école est un moment de rencontre et de sociabilité. Chaque jour, l'empathie doit être de mise pour apporter quelque chose de positif dans la vie sociale, l'apaisement et l'épanouissement. Le jour de la rentrée, il faut être attentif avec tout le monde et que ça dure. C'est ce que j'ai dit à la directrice académique des services de l'Éducation nationale. De la même manière, j'ai rappelé à la préfète que je souhaitais, comme tous les maires, que mon territoire soit écouté et doté de moyens qui permettent de progresser.

**Vous étiez professeur d'histoire.
L'enseignement de cette matière en
particulier peut-il participer à lever
le voile de l'obscurantisme ?**

L'enseignement de l'histoire devrait en effet retrouver toute sa place dans la scolarité des enfants et des jeunes parce qu'on se construit des références et des points de comparaison avec une lecture critique de l'histoire des peuples et des civilisations. Revenir à un enseignement critique de l'histoire devrait nous permettre de trouver des capacités à inventer la suite. ■



D'une seule et même voix

Mobilisés dans un même élan de fraternité, les représentants des groupes politiques du conseil municipal livrent leur sentiment, parfois leur crainte et leurs ambitions pour la Ville.

Michelle Ernis

au nom des élus Droits de cité mouvement Ensemble

C'était un moment terrible. Dans le même temps, je dois dire que ça m'a fait du bien de voir qu'une expression commune était portée par la population et les élus municipaux de tous bords. Aujourd'hui, le vivre-ensemble doit se poursuivre et les notions de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité doivent se manifester concrètement. On veut des actes avec plus de classes dans les écoles, une meilleure prise en charge de la santé publique. On doit éviter à tout prix de jouer sur les peurs des uns et des autres.

Philippe Brière

au nom des élus vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Je suis toujours choqué mais je continue à vivre au quotidien en côtoyant tous les Stéphanois. J'entends aussi des propos racistes et xénophobes de la part d'une toute petite partie de la population. Il faut d'autant plus débattre et discuter. La population en difficulté autour de nous n'est pas responsable de la toute la misère du monde. Je ressens aussi de la colère contre ce gouvernement Hollande qui parle de guerre contre le terrorisme mais jamais de guerre contre la pauvreté et la discrimination.

Daniel Vézic

au nom du groupe communistes et républicains

Il y a de la sidération par rapport à une symbolique très forte. Je retiens aussi les échanges qui ont suivi. Une voisine avait très peur, d'autres éprouvaient de la colère. J'essaie de garder la raison. Nous sommes des victimes collatérales d'un drame qui nous dépasse. Ce qui se passe est lié au rôle de la France dans les conflits au Proche et au Moyen-Orient. Il faut que les armes se taisent. Il faut aussi qu'on tire des enseignements sur ce qui se passe à Saint-Étienne-du-Rouvray. Le vivre côte à côte est une chose mais le vivre-ensemble est une ambition encore plus forte.

David Fontaine

au nom des élus socialistes et républicains

Je souhaite d'abord adresser mes condoléances à l'ensemble des Stéphanois qui ont été atteints par ce drame. Leur dire aussi qu'il faut maintenant que nous nous relevions ensemble. J'ai toujours vu Saint-Étienne-du-Rouvray comme une seule grande communauté unie et solidaire. Si cette unité est mise à mal, on prête le flanc aux fanatiques qui n'aspirent qu'à attiser les tensions entre nous. La paix en France, c'est d'abord la tolérance, le respect des uns et des autres dans le cadre des valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité.

« Sortir du piège »

Dans les jours et les semaines qui ont suivi l'attentat perpétré à l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray, des personnalités de tous bords ont manifesté leur soutien au maire Hubert Wulfranc et à l'ensemble de la population stéphanaise. Un écrivain, un philosophe et un politologue ont accepté de livrer leurs analyses et leurs propositions pour sortir du régime de terreur instaurée par l'État islamique.

« La République et toute la République »

Didier Daeninckx, écrivain

Quelle meilleure réponse peut-on apporter à l'attentat de Saint-Étienne-du-Rouvray ?

La réponse éducative est essentielle et elle fait partie de l'ensemble des solutions à prendre en compte. Mais, selon moi, la source du problème réside dans l'état de décomposition du Moyen-Orient. Il y a incontestablement un problème de déstabilisation d'une partie du monde musulman. Je pense qu'il y a une responsabilité internationale majeure. Il faut de toute urgence engager un effort de restructuration, de développement, de lutte idéologique à destination de ces pays du Proche et du Moyen-Orient. En France aussi bien sûr, on sait que les réseaux existent et qu'ils sont actifs. Il faut miser sur le renseignement et le démantèlement en priorité.

Peut-on identifier la source du mal en France ?

Il y a des pratiques qu'on a tolérées et qui excèdent les limites du pacte républicain. Dans les années 1980, une génération de jeunes Français avait partie liée à la colonisation et a cherché leur place dans la république française. Une partie a été déçue car ils ont eu le sentiment d'avoir été utilisés et à juste titre. Effectivement, je crois que la politique a manipulé cette force militante. Nous payons ces erreurs. L'autre élément à prendre en compte, c'est bien sûr tous ceux qui sont frappés par la misère sociale et qui n'ont pas trouvé leur place. Oui, il y a un abandon d'une partie de la classe ouvrière alors qu'autrefois elle était donnée comme l'avenir du monde. Moi, je ne réclame qu'une seule chose : la République et toute la République.



« Transformer la stupeur en questions »

Frédéric Worms*, philosophe et directeur adjoint des Lettres à l'École normale supérieure

À force de répétition des attentats, l'urgence est-elle encore d'actualité en France ?

On n'échappe pas à l'urgence car elle se définit par le rappel brutal de la priorité vitale. L'urgence relève toujours de la vie. Maintenant, la répétition peut amener à constituer un état d'urgence permanent, ce qui est un paradoxe dans les termes. L'urgence instituée devient très grave. L'urgence constante et maintenue, c'est la logique des régimes de terreur.

Que pensez-vous des prises de paroles juste après l'attentat ? Quelle valeur leur attribuer ?

Spontanément des mots viennent. Il est important que des mots répondent à l'urgence, émettent des idées. Mais l'urgence peut aussi écraser la parole. Il s'agit de transformer les exclamations, transformer aussi la stupeur en questions. Plus encore, il ne faudrait pas que les politiques aient le monopole du discours. Il faut croiser les discours et les temporalités. Dans tous les cas, je pense que l'unité n'est pas un contenu mais un cadre. Il faut ce cadre commun pour réfléchir et pour discuter mais il faut rester aussi inflexible sur la critique. Par exemple, la déchéance de nationalité ne peut constituer un cadre. On avait le droit d'être contre.

* Frédéric Worms et Marc Crépon ont publié La philosophie face à la violence (éditions Équateurs, 2015).



« On a le sentiment d'une rupture culturelle »

Gilles Kepel*, arabisant et professeur de sciences politiques

Comment sortir du piège de ce que vous appelez « l'instrumentalisation de l'islamophobie » ?

L'islamophobie est une notion instrumentalisée par ceux qui veulent interdire le débat à l'intérieur même de l'islam. Car, entre la vision étroite d'un salafisme qui rejette la République comme « haram », illicite, impure, et celle, traditionnelle et majoritaire, de l'islam maghrébin qui s'est accommodé de la République et de ses valeurs, il y a plusieurs islams. L'islamophobie est utilisée pour rassembler l'ensemble des personnes d'origine musulmane sous la bannière des plus radicaux. C'est un piège dans lequel tombe aussi l'extrême gauche qui ne se rend pas compte que, ce faisant, elle se fait instrumentaliser par l'islam intégral et en devient l'idiot utile. On revient à la situation que Marx décrivait au XIX^e siècle, lorsqu'il disait que la religion servait à donner de l'espoir dans un monde sans espoir. On est en plein dedans. Je ne sais pas répondre mieux à votre question qu'en disant, comme Marx : « La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple. »

* Gilles Kepel est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le djihadisme, dont le dernier paru est *Terreur dans l'Hexagone, genèse du djihad français* (avec Antoine Jardin, Gallimard, 2015).

ERNEST RENAN

« L'effort en commun »

Ernest Renan est connu des Stéphanois pour avoir donné son nom à l'une des rues et des stations de métro les plus fréquentées du Château blanc. L'écrivain est, dans un discours de 1882 intitulé « Qu'est-ce qu'une nation ? », l'inventeur de la notion de « vivre ensemble ».

Après les attentats perpétrés en France et dans le monde, le nom d'Ernest Renan éclaire le ciel stéphanois d'une lumière plus que jamais nécessaire : « [...] avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que [...] les frontières », dit-il, car « la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun ».

Pour Ernest Renan, le désir de vivre ensemble est ce qui fonde la nation, bien plus que le sang et la naissance. La nation se définissant comme « le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune », c'est cette idée-là que les Stéphanois ont réaffirmée après l'attentat du 26 juillet...

RENTRÉE

Mille grues pour la paix



Les enfants des écoles sont invités à réaliser mille grues en origami. Un symbole de paix destiné à ouvrir un espace de parole pour les enfants et les adultes après l'attentat.

La grue est un oiseau très important dans les cultures extrême-orientales. Une légende japonaise veut que mille de ses représentations en origami (art du pliage) forment un symbole de paix universelle. Après l'attentat du 26 juillet, les Animalins convient cet oiseau échassier à rejoindre les écoles stéphanoises car, assure Sandrine Gossent, directrice du service information et communication, « ces origamis* sont une invitation au dialogue entre les enfants et les adultes. Les mille grues de papier sont aussi un moyen de réaliser une œuvre qui soit à la fois individuelle et collective autour de laquelle les Stéphanois puissent affirmer leur désir de vivre ensemble ». Les personnels municipaux des écoles seront en outre exceptionnellement et spécialement mobilisés toute la journée de la rentrée, afin de répondre aux questions des parents et des enfants. Ils seront identifiés par un t-shirt.

« Un diagnostic sérieux et adapté s'impose »

Malgré le traumatisme du 26 juillet, la Ville se mobilise donc pour assurer aux élèves la meilleure des rentrées possibles. Les services du rectorat affirment, quant à eux, au moment où s'écrivent ces lignes, vendredi 26 août, que les professeurs des trois écoles situées à proximité immédiate de l'église où a été perpétré l'attentat seront contactés avant la rentrée. L'objectif, indique Philippe Mailard, directeur de cabinet de la rectrice, étant d'établir « un diagnostic sérieux et adapté » des besoins liés à ces écoles. « S'il doit donc y avoir des mesures spécifiques, ajoute-t-il, elles seront prises, adaptées aux circonstances et publics accueillis, en concertation étroite avec les professeurs y exerçant. » Pour le reste, « à Saint-Étienne-du-Rouvray, ce sont



La rentrée 2016 est placée sous le signe de la grue. Enfants et adultes stéphanois sont invités à réaliser ces oiseaux en origami afin d'en rassembler mille, en symbole de paix universelle.

les mêmes consignes que partout ailleurs». « Il faut être vigilant, accompagner les enfants et les enseignants, y associer les parents, plaide Dorothée Avet, la présidente départementale de la fédération de parents d'élèves FCPE, mais l'Éducation nationale, là encore, manque de moyens, quand on fait une demande de psychologue scolaire, il faut attendre des semaines ! »

Mesures gouvernementales

Mercredi 24 août, les ministres de l'Éducation et de l'Intérieur ont annoncé des mesures de sécurité pour les 64 000 établissements scolaires du pays. Ils ont réaffirmé la mise en place d'exercices de simulation d'attentat terroriste dans les écoles. Un premier exercice « attentat-intrusion », prévu jeudi 13 octobre dans l'académie de Rouen, a été annoncé quinze jours avant l'attentat du 26 juillet perpétré à l'église Saint-Étienne. Il

s'inscrit dans le Plan particulier de mise en sûreté (PPMS) mis en place le 25 novembre 2015.

Trois mille réservistes de la gendarmerie nationale seront également déployés pour assurer la sécurité à proximité des écoles. Le fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pourra aider les collectivités à financer des travaux de mise en sécurité des écoles. La Ville a chiffré ces travaux à 239 870 € HT (principalement des visiophones et des rehaussements de barrières). Ces mesures font suite à une circulaire ministérielle du 29 juillet évoquant le « contexte de menace terroriste » dans lequel s'inscrit la rentrée 2016, après que l'organisation dite État islamique a désigné en novembre 2015 les écoles françaises comme des cibles d'attentat. ■

*Tutoriel de l'origami sur saintetiennedurouvray.fr



Lundi 22 août, les services municipaux ont procédé au nettoyage des sites d'hommage au père Hamel, devant la mairie et le presbytère. Celui de l'église a été nettoyé quelques jours plus tard.

PHOTO : J.-P. S.

HOMMAGES

Pour mémoire

Un mois après l'attentat du 26 juillet, les services municipaux ont procédé au nettoyage des trois lieux d'hommage au père Hamel. Les objets et témoignages écrits ont été archivés.

LES FLEURS FANENT MAIS LES HOMMAGES RESTENT. Les centaines de documents déposés en hommage à Jacques Hamel devant la mairie, le presbytère et l'église ont été relevés et archivés, un mois après le début de leur dépôt par des Stéphanaïses et des personnes parfois venues de très loin. « Il a d'abord fallu faire un tri pour conserver tout ce qui relate l'émotion des gens et qui est susceptible d'intéresser les futurs chercheurs.

Soixante-trois messages ont ainsi été numérisés. Les bougies personnalisées, les fleurs en plastique, les vases, les petits anges ont également été conservés... Il a fallu sécher les documents endommagés par la pluie afin d'éliminer tout risque de contamination par les champignons, explique Franck Hartnagel, l'archiviste municipal. Les documents déposés devant le presbytère et l'église seront quant à eux remis au diocèse. »

Afin de procéder au nettoyage des trois sites dans le respect de ceux qui s'y sont recueillis, les services de la Ville ont pris

conseil auprès de la mairie du onzième arrondissement de Paris, où ont été perpétrés les attentats du Bataclan et d'une partie des terrasses de café et de restaurant, le 13 novembre 2015. « Procéder au nettoyage de ces lieux est une manière de tourner la page et d'aller de l'avant, explique Vincent Nierat, responsable adjoint de la communication du 11^e. Il a également fallu prendre en compte des questions sanitaires, ainsi que la difficulté des riverains à être confrontés au quotidien à ce traumatisme. Il fallait aussi remédier à un phénomène de tourisme morbide. »

Conseils

Mercredi 31 août, lors de la cérémonie de commémoration de la libération de la ville, le maire, Hubert Wulfranc, a déposé une gerbe d'œillets rouges devant l'hôtel de ville. Cette gerbe marque symboliquement le lieu où Stéphanaïses et citoyens de France et du monde entier ont spontanément témoigné, immédiatement après l'attentat, de leur union contre la barbarie. ■

TÉMOIGNAGES

La Ville travaille à répondre aux milliers de messages

Outre les 1 200 messages déposés sur les registres mis à disposition à l'hôtel de ville, la municipalité a reçu plus d'un millier de messages électroniques et de lettres de soutien dans les jours qui ont suivi l'attentat du 26 juillet. Ces témoignages de solidarité ont été envoyés par des particuliers et des personnalités de tous les horizons. Ils sont en cours de traitement. Il faudra toutefois quelques semaines pour que les auteurs de message, ayant ainsi manifesté leur soutien à la Ville, aux Stéphanaïses, au maire ou à la famille de Jacques Hamel, reçoivent une réponse, soit par mail, soit par la poste. Sera joint à cette réponse un exemplaire du numéro spécial « 26 juillet 2016 » du *Stéphanaïse*, sous format papier ou numérique. Le maire, le conseil municipal et les services de la Ville renouvellent leurs remerciements aux auteurs de ces témoignages. Les élus et les agents municipaux ont puisé dans ces marques de solidarité la force de poursuivre leurs missions de service public malgré l'impensable.



PHOTO : E.B.



Les racines des arbres de la rue de Moscou menacent de faire exploser les canalisations d'eau.

PHOTO : E. B.

VOIRIE

Moscou sort du bois

TRANSPORTS EN COMMUN

Dédommagement des usagers

La Métropole a décidé de dédommager les abonnés au réseau Astuce.

Suite aux mouvements de grève perlée qui ont perturbé le réseau de transports en commun du 14 mars au 7 juin 2016, la Métropole Rouen Normandie a annoncé, dans un communiqué du 28 juin, que les voyageurs titulaires d'un abonnement mensuel ou annuel (hors Elbeuf) en cours de validité pendant les grèves seront dédommagés sous la forme « d'un avoir déductible du prochain abonnement sur le réseau Astuce ou de tout achat de titre de transport ». Cet avoir sera valable jusqu'au 31 juillet 2017. Il est de 7 à 3 € selon l'abonnement. L'avoir n'est toutefois pas automatique, car « pour en bénéficier, ajoute le communiqué, il faut remplir un formulaire sur le site www.reseau-astuce.fr ou dans l'une des agences Astuce ». Afin de trouver facilement le formulaire sur le site www.reseau-astuce.fr, taper : « mesure commerciale exceptionnelle ». « Le coût pour la Métropole est estimé à 325 000 euros », indique le communiqué.

Les arbres des rues de Moscou et de Stockholm seront abattus ce mois-ci. Une opération très attendue des riverains et indispensable en raison des dommages qu'ils occasionnent.

NICOLE ET SA VOISINE SUZANNE EN ONT « RAS-LE-BOL ». Les arbres de la rue de Moscou sont devenus indésirables. « Les racines ont déformé le trottoir, pointent les deux riveraines. Elles menacent les canalisations d'eau, elles abîment les maçonneries des clôtures. » Les plaintes contre les trente-quatre tilleuls de la rue de Moscou ne tarissent pas. Plantés il y a une cinquantaine d'années sans trop se soucier s'ils avaient la place de pousser, ces arbres seront abattus en septembre, à l'occasion de la réfection complète de la voirie par les services de la Métropole, sur proposition de la Ville.

« On ne peut pas conserver des arbres dont le réseau de racines est déjà à 60 % en surface », déplore Vincent Neveu, le jardinier responsable des quelque 2 166 arbres d'accompagnement de voirie que compte la commune. « Ils ont subi des tailles trop sévères, ajoute le jardinier, ils auraient posé des problèmes

de sécurité dans une dizaine d'années. » Les tilleuls de la rue de Moscou finiront donc dans une broyeuse... « Ils seront valorisés en paillage pour nos massifs. »

Ils ne seront toutefois pas les seuls à finir dans les massifs. Les dix-sept platanes de la rue de Stockholm connaîtront le même sort, en septembre également. Mêmes plantations anarchiques, même punition. Quarante autres tilleuls, comptant parmi la centaine qui borde les trottoirs de la rue du Madrillet, et quant à

eux plantés trop serrés, devraient eux aussi passer à la broyeuse avant la fin de l'année. « Ce n'est jamais de gaieté de cœur qu'on abat un arbre, assure Vincent Neveu, mais ce n'est pas le nombre de troncs qui compte, c'est la surface foliaire. On privilégie les arbres qui ont la place d'avoir beaucoup de feuilles. Dans de bonnes conditions, conclut le jardinier, un arbre mature peut absorber jusqu'à 20 kg de poussières fines par an. »

Surface foliaire

Vue sur la ville

Jusqu'en 2018, près de 600 logements seront construits et réhabilités à Saint-Étienne-du-Rouvray. Du locatif social à l'accession à la propriété, ces programmes contribuent à améliorer l'offre de logement et le cadre de vie.



1 – Quartier Marc-Seguin

Le promoteur Nacarat est en charge de la première tranche de logements, le long de la rue de Paris et de la rue Marc-Seguin pour un programme de 8 maisons individuelles et 16 appartements en collectif. **Début des travaux prévu au second semestre 2017.**

Le Foyer stéphanois est en charge d'un programme de 42 logements locatifs. **Démarrage des travaux prévu : début 2017.**

2 – Rue Léon-Gambetta

Le Foyer du toit familial est en charge d'un programme de 3 logements en locatif social. **Début des travaux en fin d'année 2016 pour une livraison fin 2018.**

3 – Rues Pierre-Corneille et Papillon

Le Foyer stéphanois acquiert 45 logements qui passent sur un conventionnement logement social et qui profiteront d'une réhabilitation énergétique intérieure (changement de chaudières et de fenêtres). **Début des travaux : premier trimestre 2017.**

4 – Quartier Saint-Yon

Le Foyer stéphanois est en charge d'un programme de 44 logements en locatif social répartis sur deux bâtiments l'un parallèle à la rue Lucien-Bonnafé l'autre à la rue de Paris. **Début des travaux en 2017.**

5 – Les Cateliers

La seconde tranche du promoteur Nexity concerne 24 logements. **Livraison prévue en septembre 2018.**

Le promoteur Normandie habitat est en charge d'un programme de 22 logements de type T4 avec garage. **Commercialisation en cours.**

6 – Quartier Saint-Just, Macé, Courteline

Logiseine est en charge d'un programme de 18 logements individuels en accession social à la propriété. **Début des travaux prévu courant semestre 2017 pour une livraison au second semestre 2018.**

7 – Des Coquelicots aux Bleuets

ICF Atlantique est en charge de la démolition de 29 pavillons qui permettront la construction de

85 nouveaux logements. **Les travaux de démolition devraient débuter en octobre 2016 sur un périmètre compris entre les rues des Coquelicots et Pierre-Sémard et les rues des Primevères et des Bleuets.**

8 – Les Bruyères

Le bailleur social Habitat 76 a engagé des travaux de réhabilitation sur les collectifs de Bruyères II. Ils concernent 136 logements avec des travaux de confort (modifications de séchoirs, création de VMC, remplacement des sanitaires si nécessaires). **La démolition de Bruyères I devrait débuter en octobre 2016 pour une reconstruction de 98 logements.**

9 – Les Meulnières

Le bailleur social Habitat 76 est en charge de la réhabilitation de 49 pavillons situés entre les rues des Églantines, des Fougères, des Anémones, des Lys et des Hortensias. **Isolation par l'extérieur et isolation intérieure constituent la part la plus importante des travaux qui devraient débuter en septembre 2017.**



Extension des possibles

La relation Ville–associations ne se limite pas aux 838 820 euros de subventions annuelles. Elle permet à chacune d'élargir ses champs d'action et de toucher des populations éloignées.

Le statut juridique de l'association est très souple. Et les pouvoirs publics l'ont bien compris. Ils en usent souvent et, parfois, en abusent, déléguant aux associations des

missions qui pourraient ou devraient être de leur ressort (lire article pages suivantes). Ainsi, les associations représentent-elles, « la quasi-totalité des structures d'accueil d'urgence aux personnes en détresse »,

indiquait en 2012 la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA). Elles occupent également un poste clé dans le médico-social, la défense de l'environnement, des droits de l'homme ou encore dans



Les coulisses de l'info

Nouvelles éditions du guide et de la journée des associations : deux occasions dont se saisit la rédaction pour s'interroger sur les liens qui unissent (ou pas) les associations et la Ville.

◀ Rendez-vous attendu pour choisir ses activités de rentrée, la journée des associations attire chaque année des milliers de Stéphanois.

PHOTO : M.-H. L.

l'animation socioculturelle. Mais, à côté de cette réalité, l'association demeure une forme juridique très prisée des Français. Près d'un sur deux, âgé de plus de 18 ans, est en effet membre d'une « asso », quand un sur trois y exerce une activité bénévole, selon la même CPCA. Sans ces énergies souvent bénévoles, un nombre incalculable de projets profitables au bien commun n'auraient donc pas la même force ou ne verraient tout simplement pas le jour.

Partage des rôles

« C'est tout un pan de la vie sociale qui est porté par les associations, même dans une ville comme la nôtre où le service public est très développé, constate Michel Rodriguez, adjoint au maire. Elles sont parfois les interlocutrices privilégiées de Stéphanois incon-

nus des services de la Ville. » Le périscolaire illustre ce partage des rôles. Si la Ville a opté pour des Animalins 100 % municipaux, les dispositifs d'aide aux devoirs restent en revanche largement investis par l'associatif, grâce notamment à des associations comme La Passerelle, le centre social de La Houssière (ACSH) ou encore le club de foot du Madrillet Château blanc (ASMCB). Sans ces associations, des familles parfois très isolées n'auraient peut-être pas accès à la solidarité pourtant bien présente à l'échelon municipal.

Une association peut en outre tenir un rôle qu'aucune collectivité ne pourrait assurer, faute, tout simplement, d'en détenir la compétence. C'est le cas de celui rempli par l'association Sans frontières 276, qui, comme l'explique son président, Ahmed Oudasser, œuvre à « aider les familles moralement, matériellement et administrativement lors d'un décès, lorsque le corps du défunt est rapatrié au Maroc ». Forte de deux cents familles adhérentes et de dix bénévoles, l'association joue un rôle de médiation entre les pouvoirs publics et les familles, notamment pour les plus isolées.

« Rendre aux habitants ce que la Ville nous donne »

La relation Ville-association peut également s'inscrire dans le marbre d'une convention pluri-annuelle. Le Club gymnique stéphanois (CGS) est l'une des associations stéphanoises conventionnées, avec les deux clubs de foot et celui de tennis.

À SAVOIR

Réflexion en cours

Une réflexion est en cours dans les services de la Ville afin de produire un écrit sur la relation que la commune entend entretenir avec les associations. « Cela va nous permettre de clarifier ce qui jusqu'à maintenant relevait d'un héritage historique, assure Michel Rodriguez, ce rapport donnera une vraie dimension à nos attentes à l'égard des associations et, de leur côté, à ce qu'elles sont en droit d'attendre de la Ville. Cela ne va pas forcément modifier le fonctionnement mais permettra de tracer une perspective qu'on n'arrive pas à voir pour le moment. » Le rapport devrait être présenté en conseil municipal avant la fin de l'année.

Mais, là encore, l'objectif fixé par la Ville ne sera pas celui des résultats sportifs mais, avant tout, « celui de la participation des familles à la vie démocratique de l'association », plaide l'adjoint au maire. « La Ville nous verse 23 000 euros sur un budget total de 130 000 euros, indique Corinne Marais, la présidente du CGS. Notre implication dans la vie de la commune, comme lorsque nous venons sur ses manifestations, c'est notre manière de rendre aux Stéphanois ce que la Ville nous donne via le conventionnement. » Même son de cloche jusque dans une « petite » association (par le nombre de ses membres) comme Bugale An Noz, axée sur la diffusion de la culture bretonne. « La Ville nous donne 150 euros par an, affirme Arnaud Lebreton, son président, ce qui nous permet de payer notre assurance et une cartouche d'encre, c'est très appréciable. Nous sommes très attachés à rendre cette sérénité accordée à nos finances en animant une fête bretonne au centre Georges-Déziré quasiment chaque année. »

Le prix à payer

L'envie de s'impliquer et de partager ne suffit cependant pas toujours à maintenir à flot une association. Les normes, les appels à projet, l'administratif ont là aussi gagné du terrain, puisant parfois une énergie que ses dirigeants n'avaient pas toujours anticipée, comme le déplore Nadège Deville, la directrice de l'association de prévention dansée Just Kiff Dancing. Se présentant comme « un laboratoire pour que chacun puisse ►

► devenir ce qu'il a envie d'être », l'asso dont le siège est à Hartmann craint pour la pérennité de ses quatre salariés. « *On passe la moitié de notre temps à essayer de survivre* », affirme la directrice.

Et quand le prix à payer n'est pas celui de la recherche chronophage de financements, il peut s'étendre à la vie privée, explique Pascaline Guizier, la capitaine (bénévole) des Crazy Girls, l'association de twirling bâton qui, en seulement deux saisons, s'est hissée au firmament de la compétition nationale. « *C'est un investissement personnel énorme qui empiète sur ma vie sociale, j'ai dû également faire des sacrifices sur ma vie professionnelle.* »

Entre un engagement personnel très fort et des problématiques récurrentes de financement, pas étonnant donc que les responsables d'association aient du mal à passer le flambeau, faute de candidats. Corinne Marais, la présidente du CGS, résume bien la situation : « *On trouve facilement des bénévoles pour des actions ponctuelles, mais le poste de président fait peur à beaucoup de gens.* » L'engagement associatif reste pourtant un enjeu de société de taille. Sans lui, le champ des possibles de la vie sociale se réduirait encore un peu plus... ■

Nouvelle génération

Depuis plus d'un siècle, la loi de 1901 a fait ses preuves. Mais est-elle encore en mesure d'encadrer des associations dont le rôle économique croît et qui prennent en charge des domaines aussi fondamentaux que la santé, l'éducation et l'action sociale ?

Jean Bastide, président de l'école pratique de service social n'en démord pas : « *Moins on touchera à la loi de 1901 et mieux on se portera. Cette loi a permis des réalisations extraordinaires.* » Le modèle serait donc le plus souvent vertueux. « *Il faut rappeler que 84 % des associations en France ne fonctionnent qu'avec des bénévoles. C'est l'initiative associative au plus près de l'activité, l'envie d'agir ensemble qui prime.* » Restent les autres associations gestionnaires qui représentent 14 % du monde associatif et qui assurent des fonctions d'employeurs. Mais, là encore, il n'est pas question de parler a priori de dévoiement. « *L'évolution de notre société et le développement de l'économie libérale imposent des réalités différentes au monde associatif.* » Les liens avec les collectivités locales ont évolué et la concurrence avec le secteur privé repré-

sente une vraie menace dans des secteurs aussi fondamentaux que la culture, le sport et l'action sociale. Dans ce contexte, les difficultés récentes rencontrées par l'association d'aide à domicile ADMR de Seine-Maritime, placée en redressement judiciaire en juillet 2016, marque un étrange contrepoint tandis que l'entreprise O2, spécialisée dans l'aide à domicile multiplie les embauches et connaît une croissance exponentielle. Dans le champ de l'éducation populaire aussi, Senani Anani, le président de l'association des Francas de Seine-Maritime installée depuis juillet 2016 à Saint-Étienne-du-Rouvray, le reconnaît sans peine. « *Oui, le modèle a changé. Il y a vingt ans, les dotations globales de fonctionnement étaient plus importantes. Aujourd'hui la situation*

Régresser ou s'adapter...

est plus difficile. » Il a donc fallu s'adapter. « *Entre 2005 et 2010, nous avons bien failli disparaître* », rappelle Senani Anani. « *Nous avons dû repenser une partie de notre mode de fonctionnement.* » La subvention la plus importante perçue par les Francas 76 provient du Département et ne représente que 10 % du budget global des Francas 76. « *Nous sommes obligés de répondre à tous les appels d'offres, c'est un enjeu de survie.* » Pour le reste, il faut bien accepter parfois de livrer des prestations.

« *Pour nous, c'est une manière de commencer à travailler avec des collectivités dans l'espoir de développer des conventions de partenariats. Ça ne marche pas à tous les coups bien sûr.* » Dans le même temps, les sociétés privées spécialisées dans l'anima-



Pour les Francas de Seine-Maritime, se former aux outils de communication est un moyen de soutenir la concurrence du secteur privé et de valoriser leurs actions auprès de leurs partenaires et de leurs bénévoles.



tion ne se privent pas d'occuper le terrain, « et certaines font du bon travail », admet Senani Anani, « mais notre différence et notre atout, c'est de pouvoir compter sur nos bénévoles. Ils ont des convictions et ils les défendent ».

Au-delà des questions de fond, il a encore fallu innover dans la forme. « Nous sommes obligés d'avoir des outils professionnels. Nous travaillons notre communication pour entretenir le lien avec nos partenaires et les personnels. Nous essayons de pro-

gresser dans notre gestion des ressources humaines. » Une attitude et un discours qui détonnent un peu tandis que Senani Anani se défend de copier un modèle d'entreprise. Pour les associations, le défi demeure : s'adapter sans perdre son âme. « Les marges de manœuvre des associations sont certes plus étroites en 2016 mais c'est dans ces marges que la différence peut se faire, sur la défense des valeurs du vivre ensemble et du don de soi pour les autres », insiste Jean Bastide. ■



PHOTO: M.-H. L.

RENDEZ-VOUS Journée des associations

L'édition 2016 de la journée des associations se déroulera samedi 10 septembre au parc omnisports Youri-Gagarine. Une journée pour s'informer, s'amuser, se retrouver et découvrir l'ensemble des activités de loisirs, de sport, et culture proposées par le réseau des associations stéphanoises.

INFOS Entrée libre de 10 à 18 heures, salle festive et ses abords, rue des Coquelicots.

INTERVIEW

« Ce qui doit primer, c'est le projet »

Bastien Engelbach,

chargé de mission à La Fonda

Les associations ont-elles intérêt à mêler les modes de financements publics et privés ?

L'hybridation des modes de financements est intimement liée au mode de fonctionnement des associations. Ce qui doit primer, c'est le projet et la préservation de l'autonomie de chaque association. Pour cela, il est préférable de ne pas dépendre d'une seule source de financement. Dans le même temps, il faut que chacun reconnaisse le rôle d'acteur économique que jouent les associations, dès lors qu'elles participent à la dynamique et à la richesse d'un territoire.

À quels types d'associations pensez-vous ?

Je pense notamment aux associations qui aident au retour à l'emploi, qui mettent en place des actions à destination des personnes âgées, des personnes handicapées, des services innovants. Plus globalement, les associations sont une source de production de richesses éducatives et humaines qui peuvent être mesurables économiquement. Dans ce cadre, la subvention accordée par le service public doit être considérée comme un authentique investissement social. Mais il faut noter une tendance croissante selon laquelle les collectivités locales passent de plus en plus des commandes de prestations aux associations plutôt que de leur verser des subventions.

Élus communistes et républicains

Notre ville a été frappée au cœur de l'été par un lâche acte terroriste qui a coûté la vie à un homme, blessé un autre et traumatisé les Stéphanois et le pays. Les habitants de Saint-Étienne-du-Rouvray ont fait bloc pour dénoncer cet odieux acte barbare. Le terrorisme, comme tous les fascismes, se nourrit du désespoir qui frappe une partie de la population notamment du fait du démantèlement de l'État social républicain et du chômage de masse. Le capitalisme, dans sa course effrénée au profit, saccage les vies des individus en les montant les uns contre les autres pour mieux les exploiter, usant du chantage à l'emploi, des bas salaires, de discriminations de toute nature, de conditions de travail dégradées...

De même, ce sont certains intérêts capitalistes qui dictent la politique internationale de la France, alignée sur l'Otan, qui bombarde ici ou là, au gré des intérêts à défendre, tout en armant des régimes réactionnaires aux relations troubles. Il faut que cela cesse. Au cycle de violence sans fin, opposons la fraternité et des mesures de solidarité en France et dans le monde, pour que chacun puisse vivre en paix dignement.

TRIBUNE DE Hubert Wulfranc, Joachim Moyse, Francine Goyer, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Pascal Le Cousin, Daniel Vezie, Nicole Auvray, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élus Droits de cité mouvement Ensemble

L'assassinat du père Hamel et les agressions subies par les sœurs mardi 26 juillet ont provoqué une immense émotion et bien au-delà de notre ville.

Ces actes ignobles nous rappellent que la Fraternité est en danger. Partout, les puissants, les dictateurs, les fanatiques religieux utilisent la force et les armes pour essayer de dominer le monde.

Dans notre ville, nous savons que la fraternité, la solidarité, l'égalité, la liberté sont une base forte qui nous unit, toutes et tous. Partager notre humanité, au-delà des appartenances, des origines, des croyances philosophiques, politiques ou religieuses est le fondement de notre vivre ensemble. C'est aussi la Laïcité, vivre dans le respect de l'autre.

Pour que la Fraternité s'enracine, l'Égalité doit se concrétiser partout, au travail, à l'école, dans la citoyenneté, partout où l'injustice règne. Le gouvernement limite les subventions aux services publics, à l'École, la Santé, le logement, aux municipalités. Face à tous ces maux, il ne suffit pas de mots, il faut des actes concrets et des moyens financiers. Ainsi, nous vivrons mieux ensemble. Ce sont des choix politiques. À nous de nous battre tous ensemble pour gagner nos justes droits.

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élus socialistes et républicains

Nous vous présentons à toutes et à tous nos condoléances suite au drame horrible que nous avons vécu. En restant unis, nous formons ensemble une seule grande communauté stéphanoise. Un grand merci à tous les services publics pour leur efficacité et leur réactivité. Il y a des sujets essentiels en cette rentrée scolaire. Nous ne tomberons jamais dans les bassesses populistes qui gangrèment actuellement les débats politiques et les médias. L'urgent, c'est la sécurité de tous et l'avenir de chacun. Ce sont nos enfants, nos écoles, pour l'égalité des chances, le savoir et la connaissance contre l'ignorance et le fanatisme. Pour eux, nous ouvrons 8 nouvelles classes – c'est historique ! – et nous en réclamons deux supplémentaires. Des moyens humains et matériels doivent être donnés pour garantir à la fois les meilleures conditions de travail des équipes éducatives et des conditions de sécurité optimales. En ce sens, le déblocage de crédits spécifiques de la part du gouvernement va permettre davantage de sécurité dans nos écoles qui doivent être toujours plus soutenues dans leurs actions. L'Éducation restera toujours la première de nos priorités.

Contact : ps.ser@free.fr ou 02 35 65 27 28.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élus vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Nous sommes tous concernés, touchés par ce qui s'est passé dans notre ville et au-delà. Les différents témoignages et cérémonies qui ont suivi ce drame prouvent que nous pouvons vivre tous ensemble dans le respect de l'autre. Plus que jamais, continuons à défendre nos idées progressistes, antiracistes, antifascistes et solidaires !

La jeunesse est la cible privilégiée de Daesh qui s'en sert comme arme pour instaurer un engrenage de terreur, de haine, dans une société capitaliste incapable d'apporter une réponse à des jeunes disponibles pour des idéologies mortifères et capables de passage à l'acte. Les réponses efficaces pour combattre l'horreur nécessitent la fin des discriminations, l'égalité des droits, la suppression de la pauvreté, du chômage et de la précarité, la fin des ventes d'armes aux dictateurs, la fin des relations économiques avec ceux qui nourrissent Daesh, l'arrêt des interventions militaires, la solidarité internationale avec les populations et le soutien aux combattant/es anti Daesh et anti Assad. La rentrée se fait sous la prolongation de l'état d'urgence qui va aussi servir à museler les luttes, notamment contre la loi El Khomri, pour les salaires et l'emploi.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Justice: des infos rassemblées sur un site

Le guichet unique **Justice.fr** offre aux citoyens, depuis un ordinateur, une tablette ou un portable, une information sur les procédures et sur les démarches auxquelles il peut être confronté. Ce site permet de calculer ses droits à l'aide juridictionnelle ou le montant d'une pension alimentaire, obtenir un casier judiciaire, accéder à des fiches pratiques sur l'état civil, le dépôt d'une plainte, une succession... Trois cents fiches thématiques sont en ligne et cent vingt formulaires sont téléchargeables.

Rendez-vous avec une architecte

Le CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) apporte son aide aux Stéphanois qui désirent construire, agrandir ou restaurer leur habitation. Il donne des informations et des conseils gratuits en vue d'une meilleure qualité architecturale et d'une bonne insertion dans le site. Isabelle Valtier, architecte conseillère, tiendra des permanences un mercredi par mois à partir d'octobre, en dehors de toute démarche commerciale ou de maîtrise d'œuvre. Ses conseils peuvent concerner le terrain, la réglementation, la maison, les matériaux, les couleurs, les volumes, l'organisation intérieure, etc. Ils sont proposés aux particuliers, de préférence en amont de leur projet et, dans le cas d'une nouvelle maison, avant le dépôt du permis de construire. Ils s'adressent aussi aux professionnels (commerçants, artisans, industriels...) qui souhaitent améliorer le fonctionnement, les performances de la construction, ou simplement l'esthétique de leur bâtiment.

PROCHAINES PERMANENCES: mercredis 5 octobre, 2 novembre et 7 décembre, à la mairie, service urbanisme. Gratuit, sur rendez-vous au 02 32 95 83 96.

RETRAITÉS

Sortie d'automne

La section stéphanoise de la Fédération générale des retraités des chemins de fer de France et d'outre-mer propose sa sortie d'automne jeudi 20 octobre. Départ en autocar en direction du Calvados à 8 heures, place de l'Église. Au programme: visite guidée de l'atelier de fabrication de parapluie à Crépon, déjeuner au restaurant puis direction Caen et la Colline aux oiseaux. Places en car limitées à 50 personnes. 60 € pour les adhérents, 62 € pour les autres. Inscriptions au 02 35 92 94 43 ou au 06 71 48 18 26 dès maintenant et jusqu'au 12 octobre.

RENTRÉE

REPRISE DES ACTIVITÉS MUNICIPALES

Les cours du conservatoire de musique et de danse reprendront lundi 5 septembre, les ateliers des centres socioculturels et les activités du service des sports lundi 19 septembre.

QUARTIERS

BIEN DANS SON LOGEMENT



Déchets, eau, nature et jardin, alimentation, santé, qualité de l'air... Tous ces sujets pourront être abordés lors de l'opération « Bien dans son logement » organisée mercredi 14 septembre de 14 à 17 heures quartier Grimaud devant les immeubles, mercredi 21 septembre de 14 à 17 heures quartier Henri-Wallon à proximité de l'immeuble Faucigny et mercredi 28 septembre de 14 à 17 heures parc Eugénie-Cotton à proximité de l'immeuble Calypso.



Directeur de la publication: Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication:**

Sandrine Gossent. **Réalisation:** service municipal d'information et de communication. Tél.: 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex. **Conception graphique:** L'ATELIER de communication.

Mise en page: Aurélie Mailly, Émilie Guérard. **Rédaction:** Fabrice Chillet, Stéphane Nappez. **Secrétariat de rédaction:** Céline Lapert. **Illustration:** Jean-Luc Boiré, Cambon. **Photographes:** Éric Bénard (E.B.), Marie-Hélène Labat (M.-H.L.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.). **Distribution:** Benjamin Dutheil. **Tirage:** 15 000 exemplaires. **Imprimerie:** ETC 02 35 95 06 00.

Agenda

SANTÉ

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

Don du sang

L'Établissement français du sang sera présent de 15 heures à 18 h 30, place de l'Église.

SENIORS

JEUDI 8 SEPTEMBRE

Conférence : le lien social et la passion du cerveau

Ce rendez-vous aborde les bienfaits sur la mémoire des rencontres amicales, familiales, culturelles et associatives. Animée par une neuropsychologue de l'association Brain Up. Cette conférence sera suivie d'ateliers sur le lien social.

► Foyer Geneviève-Bourdon à 14 h 30.

JEUDIS 15, 22 ET 29 SEPTEMBRE, JEUDI 6 OCTOBRE

Ateliers mémoire

Les séances s'appuient sur des jeux et des mises en situation. Ces actions visent à informer et sensibiliser au mieux les participants des effets du vieillissement et d'initier une démarche active et personnelle de prévention santé. L'objectif est de maintenir l'autonomie de la personne âgée et de favoriser le sentiment de bien-être.

► De 10 heures à 11 h 30 au foyer-restaurant Geneviève-Bourdon, rue Henri-Wallon. Participation gratuite, réservations conseillées au 02 32 95 93 58.

MARDI 20 SEPTEMBRE

Thé dansant

Organisé par le club Geneviève-Bourdon à la salle festive à partir de 14 heures et animé par l'orchestre « Trio Andrews ». Entrée libre.

JEUDI 29 ET VENDREDI 30 SEPTEMBRE

Repas animés

Les repas seront animés par l'orchestre « Duo Friant ». Jeudi 29 septembre au foyer restaurant Ambroise-Croizat et vendredi 30 septembre au foyer restaurant Geneviève-Bourdon. Réservations à partir de mercredi 21 septembre uniquement par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles. Prix du repas : en fonction du quotient familial pour les habitués, 7 € le repas pour les convives occasionnels et 1,20 € la boisson.

FORMATION

VENDREDI 9 SEPTEMBRE

Un guichet unique pour les étudiants

Modulo est un guichet unique qui permet aux futurs étudiants d'accomplir en un seul lieu toutes

les démarches nécessaires à leur nouveau statut : inscription, recherche de logement, transport, aides sociales ou vie culturelle et sportive. Les associations étudiantes, le Crous, le Crij, la Caf, la TCAR et la SNCF, des collectivités territoriales, les mutuelles étudiantes seront présentes. De 11 heures à 14 h 30, au Technopôle du Madrillet.

ANIMATIONS

EXPOSITIONS

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE

Foire à tout

Une foire à tout est organisée sur le parking d'Intermarché. Cent à deux cents exposants sont attendus.

► Informations au 06 98 99 17 07.

SAMEDI 10 SEPTEMBRE

Journée des associations

Lire p. 13.

SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 SEPTEMBRE

Journées du patrimoine

Lire p. 19.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

Repas entre voisins

Les habitants cuisinent pour les habitants des produits locaux, avec l'association Slow food terre normande, à 12 h 30, quartier Henri-Wallon. Chaque participant est prié d'apporter une boisson ou un dessert.

► Inscriptions pour le repas et sa préparation jusqu'au 16 septembre au 06 83 03 01 50.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

Manille coïncée

Le concours de manille coïncée en individuel du comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre a lieu à 14 heures à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. Ouverture des portes à 13 h 30.

CULTURE

LE RIVE GAUCHE

VENDREDI 16 SEPTEMBRE

Présentation de la nouvelle saison

Et quelle saison ! De quoi vous mettre l'eau à la bouche en une petite heure trente, émaillée d'extraits vidéo.

► 19 heures, Le Rive Gauche. Entrée libre. Renseignements : 02 32 91 94 94.

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

Ombres et lumières

L'exposition de l'atelier photo du centre socioculturel Jean-Prévoist explore cette année le thème des « Ombres et lumières », thème passionnant car la lumière est la principale préoccupation du photographe.

► « Finissage » de l'exposition vendredi 30 septembre à 18 heures. Centre socioculturel Jean-Prévoist. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

DU 2 AU 30 SEPTEMBRE

La carte de la fraternité

L'exposition a pour objet de valoriser des travaux réalisés en 2012 par différents publics (mais principalement des enfants) dans le cadre de l'opération nationale de la Ligue de l'enseignement intitulée « Jouons la carte de la fraternité ».

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

DU 2 SEPTEMBRE AU 28 OCTOBRE

Vérone Lix'elle

Vérone Lix'elle expose ses photos au Bistrot Jem's. Le vernissage a lieu vendredi 9 septembre à 18 heures. Elle sera accompagnée d'un auteur, Jean-Paul Croizé, qui fera quelques dédicaces pour son dernier roman *Les Amours du Golfe*.

► Bistrot Jem's, 2 avenue Olivier-Goubert. Tél. : 02 76 78 87 28.

DU 5 AU 24 SEPTEMBRE

Nordenham expose...



Les peintres amateurs de Nordenham, ville allemande jumelée avec Saint-Étienne-du-Rouvray, invitent le public à découvrir leurs œuvres.

► Vernissage vendredi 16 septembre à 18 heures. Espace-Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

DU 20 AU 30 SEPTEMBRE

Installation « Il était une fois »

Regardez, écoutez, bougez. Venez découvrir l'installation visuelle et sonore créée par des élèves stéphanois dans le cadre du Contrat local d'éducation artistique et culturelle (Cléac). Cette installation a été réalisée avec le concours de deux artistes, Hubert Michel et Nicolas Diologent.

► Centre socioculturel Jean-Prévoist. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

DU 13 SEPTEMBRE AU 21 OCTOBRE

Blason du corps blessé



La bibliothèque municipale possède une vingtaine de livres d'artiste, de collection, qui ne s'empruntent pas. Elle vous propose de découvrir différemment *Blason du corps blessé*, livre de Jean Lescure et Gustave Singier, par le regard et l'écoute. La présentation des gravures sera accompagnée d'une création audiovisuelle qui permettra d'écouter le texte lu par Claude Soloy.

► Le Rive Gauche. Vernissage et lecture du texte par Claude Soloy samedi 17 septembre à 17 heures. Du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30 et les soirs de spectacles.

JEUNE PUBLIC

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

La Tambouille à histoires

Entre la sieste et le goûter, emmenez vos enfants de 4 à 7 ans écouter de belles histoires !

► 15 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 10 SEPTEMBRE

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 68.

MULTIMÉDIA

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

MédiaThéCafé

Un atelier multimédia pour aider l'internaute à se prémunir de certaines attaques sur internet. Comment naviguer en toute sécurité ? Il s'adresse à un public débutant sachant manipuler un ordinateur sous Windows et évoluer sur internet. Nombre de places limité à huit personnes.

► 10 heures, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires au 02 32 95 83 68.

LECTURE

MARDI 20 SEPTEMBRE

« Les mots ont la parole »



C'est la rentrée de « Les mots ont la parole », l'atelier lecture à voix haute de la bibliothèque, animé par Claudine Lambert. Ce trimestre aura pour objet le travail autour du dialogue en puisant des extraits de l'ouvrage *Je dénonce l'humanité* de Frigyes Karinthy. Autres séances : mardis 4 et 18 octobre, 8 et 22 novembre. La restitution aura lieu mardi 29 novembre, 19 heures.

► 17 h 15, bibliothèque Elsa-Triolet. Inscriptions : être adhérent de la bibliothèque (gratuit pour les Stéphanois). Renseignements au 02 32 95 83 68.



Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

NOCES D'OR

FRANÇOISE ET DANIEL TÉMANS

« Elle était inaccessible et pourtant... » Françoise et Daniel Témans se sont rencontrés à une réunion du groupe folklorique « La Normandie du bal antan ». Françoise était institutrice, Daniel était ajusteur-outilleur. « C'était improbable qu'on se rencontre un jour, se souvient François, on n'était pas du même milieu. » Et pourtant, le couple convolera en 1966 et donnera naissance à quatre enfants qui leur donneront, à leur tour, neuf petits-enfants. Pour avoir été « improbable », cette rencontre aura toutefois symbolisé « le » couple normand... Une carte postale les représentant en costume normand a en effet longtemps été vendue à Rouen.



État civil

MARIAGES

Bertrand Bénard et Isabelle Bourgetel, Damien Holderbaum et Marie Rebuffatti, Sandrine Lecerf et Charlène Flambard, Christophe Jarry et Fleur Germani, Emmanuel Hui et Laurence Salon, Daniel Debaudre et Sylvie Bénard, Yohann Dalisson et Laura Le Boyer, Alain Nkanza et Arlette Misseba Maboko Tsambo, Mohammed Fassouti et Samantha Levezielle, Arnaud Broudic et Véronique Vasse, Mourad Tirselt et Fatima Akhattab, Housseyn Tamrabet et Wendy Tourte, Ali Abbassi et Marie Debril, Abdelghani Achour et Fatima Rebah, Bilal Arbib et Hanaë Mamaï, Mohammed Hadouchi et Aziza Jidari, Saïd Cholet et Julie Lambert, Al Khadir El Katani et Salima El Saidi.

NAISSANCES

Nouh-Ishaq Aït Taleb, Valentin Alix, Hafsa Cissokho, Alonzo Douls Cazier, Symao Dupont, M'Hameds-Reda Habjaoui, Khadija Jebbour, Ania Lagab, Evan Malinosky, Younes Sekkiou, Marwane Senhaj, Abdu-Karim Siby, Alina Ulutas, Layla Aït Lahcen, Issa El Kahili, Moussa Hen, Charlene Jeribi Vard, Tasnim Kies, Sadek Mejri, Nadia Telou.

DÉCÈS

Gaby Tallon, Simonne Boulard, Bernard Jamelin, Andrée Bourgeois, Roger Ravet, Ahmed El Kadiry, Jeanne Barbier, Jeannine Pernel, Micheline Goblot, Simonne Gibeaux, Sandrine Police, Paulette Monville, Eugène Joubier, Pierre Durand, Pascal Carel, Francis Chancerel, James Gervais, Michel Pochon, Marie-Louise Lepage, Suzanne Vehent, Liliane Deveaux, Ahmed Loukili, Claudine Le Cloître, Aline Blainville, Jean Delamare, Simonne Lejeune, Jacques Hamel.



La rue de Moor, quartier de l'Industrie, tire son nom d'un directeur de La Cotonnière disparu en 1904 dans des circonstances mystérieuses.
PHOTO S. E.B.

JOURNÉE DU PATRIMOINE

Les corons de la Coto

L'usine stéphanaise La Cotonnière (1865 – 1932) a été le plus grand employeur textile de Normandie. Deux quartiers de la ville gardent le témoignage de cette histoire... belge.

Les coulisses de l'info

Les journées du patrimoine sont l'occasion d'explorer son environnement proche. Elles sont aussi l'occasion de revenir sur une condition ouvrière qu'on croyait révolue. Mais c'était peut-être sans compter sur la loi Travail, passée à coups de 49.3 cet été...

La « Coto » a mis la clé sous la porte en 1932 après deux années d'agonie. La crise financière de 1929, conjuguée à l'achat de cotons de mauvaise qualité, auront eu raison de ce qui fut l'usine de filage et de tissage la plus importante de Normandie avec, dans les meilleures années, jusqu'à 2 500 ouvriers. Ce lent naufrage économique aura toutefois laissé intact deux quartiers stéphanois, ceux de l'Industrie et des rues Vaillant-Couturier et Salengro. Quant aux bâtiments

de l'usine disparue, en bordure du boulevard Lénine, ils abritent encore aujourd'hui les activités industrielles des sociétés Autoliv et Morpho (ex-Sagem).

« La Cotonnière marque le début de l'urbanisation de Saint-Étienne-du-Rouvray qui n'était encore, en 1865, qu'un bourg agricole, explique Pierre Ménard, membre de l'atelier Histoire et patrimoine du centre socio-culturel Georges-Déziré. C'était la seule commune de l'agglomération encore sans industrie et disposant de terrains libres

Paternalisme patronal



en bord de Seine. »

La société fondatrice de l'usine stéphanaise était belge, ajoute l'historien, « *son propriétaire était un industriel bruxellois, Émile Scheppers, c'est sans doute pour cette raison qu'il fera venir des compatriotes belges des usines textiles proches de Rouen, pour démarrer son nouveau site stéphanaise* ».

Le sentiment de se trouver devant des corons du Nord ou de Belgique n'est donc pas totalement infondé lorsqu'on regarde les maisons à un étage, étroites, en brique rouge, qui se serrent le long de la rue de Moor. « *Les maisons du quartier de l'Industrie offraient un confort minimum, précise Pierre Ménard, on y trouvait beaucoup de célibataires. Les rues Vaillant-Couturier et Salengro, fondées en 1926, accueilleront plutôt des familles nombreuses. Mais dans les deux cas, on y loge surtout des ouvriers.* »

Loin d'être un effet de la bonté du patron, ces logements étaient surtout la traduction urbaine de son « paternalisme », comme l'explique l'architecte-sociologue Jean-Pierre Frey, auteur de plusieurs ouvrages

sur l'urbanisme patronal. « *Le patron s'assurait ainsi la fidélité d'une main-d'œuvre qui avait besoin d'être qualifiée.* »

Le paternalisme ne s'arrêtait d'ailleurs pas au logement, la Coto avait également créé une bibliothèque, une pharmacie, une crèche, un hôpital, des écoles, une chapelle... « *Et pour fidéliser la main-d'œuvre, poursuit l'architecte-sociologue, il fallait la coincer d'une manière ou d'une autre, toucher à tous les aspects de la vie, du berceau au cercueil. Et ceux qui refusaient la combine étaient éjectés.* » La critique de ces logements viendra donc logiquement des milieux révolutionnaires, qui, pointe Jean-Pierre Frey, stigmatisaient « *ces ouvriers qui préfèrent cultiver leur jardin au lieu de faire la révolution* ». ■

▲ Initialement nommées rue de l'Avenir et rue du Parc, les rues Vaillant-Couturier et Salengro étaient destinées aux familles nombreuses des ouvriers de la Cotonnière.

RENDEZ-VOUS

Journées du patrimoine : le programme

Deux visites urbaines sont organisées sur la commune à l'occasion des journées du patrimoine samedi 17 et dimanche 18 septembre. Samedi 17 septembre, rendez-vous à 15 heures sur la place de la gare, pour une découverte des quartiers de l'Industrie et des rues Vaillant-Couturier et Salengro (lire ci-contre). On y apprendra notamment dans quelles circonstances et comment a disparu l'un des anciens directeurs de La Cotonnière, le Belge Georges de Moor, et à la suite de quelles successions foncières, ladite Cotonnière a acheté l'actuel parc Henri-Barbusse et ses environs en 1925... Dimanche 18 septembre, rendez-vous également à 15 heures, place de l'Église pour une découverte du bourg ancien.

Dans les coulisses du Rive Gauche

Le centre culturel Le Rive Gauche, service municipal stéphanaise, ouvrira également ses portes et ses coulisses à l'occasion des journées du patrimoine.

INFOS Samedi 17 septembre, 15 heures. Entrée libre. Réservations obligatoires au 02 32 91 94 94.

La nature en ville

Jean-Pierre Sageot, photographe :

« On sent que Saint-Étienne-du-Rouvray est une ville qui a été bien pensée par les urbanistes et les architectes mais c'est également une ville qui n'est pas totalement lisse. Grâce au "zéro phyto" [plus de pesticides dans les espaces publics, mesure obligatoire pour toutes les collectivités en 2020, ndlr], la nature et la vie surgissent au hasard des rues, là où on ne l'attend pas. Comme des pissenlits sur un trottoir ou des touffes d'herbe entre les pavés. Je trouve ça agréable et vivant. »

